

Tisser des écosystèmes du soin : les expériences des communautés dans la construction d'économies régénératrices

Octobre 2026

« Cette responsabilité de prendre soin... c'est prendre soin de la terre et du territoire, c'est une forme de soin plus spirituelle, c'est même prendre soin de nous-mêmes. [...] C'est une question de réciprocité avec nos voisin-e-s, et c'est une question de redistribution au sein de la communauté. »

Rosa Mamani, Red Chimpu Warmi (Bolivia)

Un appel collectif en faveur des soins

S'appuyant sur une longue expérience de travail collectif qui lie la justice de genre à la justice économique, au droit à la terre et aux droits sexuels et reproductifs, les membres du Réseau DESC ont lancé un appel collectif en faveur des soins comme élément central pour préserver la vie à un moment historique. Au début de la pandémie de COVID-19, alors que le monde était confronté à la nécessité du soin comme élément indispensable pour répondre aux crises interdépendantes et s'en remettre, un groupe interrégional de membres du [Groupe de travail sur les femmes et les DESC](#) du Réseau-DESC a rédigé un [Pacte social sur les Soins](#), présentant une vision à long terme pour une « nouvelle normalité » dédiée au bien-être et aux droits interdépendants des personnes et de la planète. Inspiré par leurs propres expériences vécues au sein de syndicats de travailleuses de maison et de syndicats professionnels, de mouvements sociaux, de communautés autochtones et d'organisations féministes, les membres ont adopté une définition large de la notion de « soins ». Tout travail qui soutient la vie relève des soins – les activités rémunérées et non rémunérées qui rendent possible la reproduction sociale, comme s'occuper de personnes malades et aller chercher de l'eau, mais aussi l'agriculture, la santé, l'éducation, l'organisation communautaire, la défense des droits humains et la protection de l'environnement. En ce sens, les membres ne considèrent pas les soins comme une question isolée de justice de genre, mais comme un élément étroitement lié aux luttes intersectionnelles pour la justice climatique et la justice de la dette, ainsi qu'à l'égalité substantielle et aux droits du travail au sens large.

S'attaquer aux racines systémiques de la crise des soins

Les crises des soins n'ont bien sûr pas commencé avec la pandémie¹. De par sa nature même, le capitalisme néolibéral privilégie les profits d'une minorité au détriment des besoins fondamentaux, de la dignité et des droits humains de la majorité, ainsi que de la santé de la planète. Cela conduit à une déshumanisation et à une marchandisation de la vie, qui touchent de manière disproportionnée les femmes dans toute leur diversité ainsi que d'autres communautés. De longues histoires de patriarcat — souvent imposées par le colonialisme et étroitement liées au système économique dominant et au racisme structurel — ont rendu invisible la reproduction sociale, ont naturalisé les soins comme une responsabilité des femmes, ont accentué la féminisation de la pauvreté et ont intensifié l'exploitation. Ces mêmes systèmes façonnent également l'organisation mondiale des soins, donnant naissance à des chaînes mondiales des soins dans lesquelles des femmes — notamment celles issues du Sud global — migrent pour combler les déficits des soins dans les pays plus riches, tandis que les inégalités structurelles demeurent sans réponse.

Par conséquent, le déni et la dévalorisation des soins ne constituent ni une anomalie ni un effet secondaire malheureux des crises croisées des soins, de la dette et du climat auxquelles sont confrontés nos économies et nos gouvernements à travers le monde, mais bien une caractéristique déterminante du système opérationnel mondial. En revanche, le Pacte social sur les Soins esquisse les contours d'avenirs féministes alternatifs, plus justes, plus équitables et plus durables pour toutes et tous. En réponse à cette logique dominante, les membres du Réseau-DESC et leurs communautés imaginent et construisent des économies régénératrices centrées sur les soins aux personnes et à la planète². **Ce document Cette note d'analyse explore le vécu des communautés qui bâtissent des économies régénératrices centrées sur les soins. Plutôt que de proposer un modèle abstrait pour l'avenir, elle met en lumière les pratiques variées par lesquelles ces communautés organisent d'ores et déjà la vie autour de la réciprocité, de la solidarité et des conditions qui soutiennent les populations et la planète.**

Six « R » pour tracer la voie à suivre

¹ Le soin est un pilier fondamental de la [Charte commune pour la lutte collective](#) des membres du Réseau-DESC. Voir la « [Réponse du Groupe de travail sur les femmes et les DESC à la crise du COVID-19](#) », ainsi que l'« [Appel mondial à l'action en réponse au COVID-19](#) » du Réseau-DESC, pour découvrir l'analyse approfondie des membres sur la pandémie en tant que crise des soins.

² Nous concevons l'économie comme un système social dans lequel nous vivons et menons notre existence pour satisfaire nos besoins et nos désirs, et qui est déterminé par des normes et des valeurs politiques, culturelles et juridiques. L'économie concerne la manière dont nous organisons nos sociétés ; la façon dont nous cohabitons avec nous-mêmes, avec les autres et avec la planète ; et la manière dont nous accédons aux ressources, les gérons et fournissons des services essentiels pour répondre aux besoins humains dans des contextes spécifiques.

Les membres ont défini un « **cadre des 6R** » comme une sorte de guide pour parvenir à ce nouveau pacte social sur les soins : reconnaissance, redistribution, réduction, respect des droits, représentation et reconfiguration de l'économie en une économie centrée sur les soins³.

1. La reconnaissance consiste à mettre en lumière la valeur des soins et de ceux qui les dispensent, ce qui constitue une première étape : toutes les formes de soins et toutes les personnes qui les dispensent, qu'elles soient rémunérées, non rémunérées et/ou sous-rémunérées. Cette valeur doit être comprise de manière globale : comme une contribution économique considérable au produit intérieur brut (PIB), mais aussi, au-delà de cela, comme un élément essentiel au maintien de la vie. Cette visibilité est nécessaire pour mettre en lumière et démanteler les normes patriarcales et les stéréotypes de genre, pour éclairer les politiques qui génèrent des changements concrets et pour garantir le respect en tant que droit universel.

2. La redistribution consiste à faire du soin une responsabilité partagée au sein des foyers et des communautés, de l'État et de la société dans son ensemble. Cela peut nécessiter des politiques de soin transformatrices en matière d'égalité des sexes, telles que des congés parentaux rémunérés et non transférables, un environnement favorable aux coopératives et aux réseaux communautaires de soin, ainsi que, plus largement, des services publics et des investissements publics dans les infrastructures de soin.

3. La réduction consiste à mettre en place des politiques visant à alléger la charge que représente le travail de soins non rémunéré ou mal rémunéré, grâce à des investissements publics dans des services de qualité et accessibles, ainsi que dans les infrastructures de soins, notamment dans les domaines de l'eau, de l'éducation, de l'assainissement, de la santé et des soins aux enfant-e-s, aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

4. Les droits désignent la reconnaissance du droit humain à bénéficier de soins de qualité, suffisants et adaptés ; à prodiguer et à recevoir des soins dans des conditions dignes, qu'ils soient rémunérés ou non ; et à prendre soin de soi et à s'occuper collectivement des autres afin de garantir le bien-être de tous. Cela implique de garantir les droits du travail, la protection sociale universelle et l'accès à la justice. Une approche fondée sur l'égalité réelle et intersectionnelle est essentielle pour garantir le principe de non-discrimination.

5. La représentation consiste à veiller à ce que les travailleur/euse-s du secteur des soins, ainsi que les réseaux et les systèmes communautaires de soins, occupent une place centrale dans la gouvernance des soins. Concrètement, les travailleur/euse-s doivent jouer

³ Les « 6 R » de l'adhésion partagent certains éléments avec d'autres cadres similaires, tels que le [cadre des 5 R de l'Organisation internationale du Travail pour un travail de soins digne](#). Cependant, comme expliqué ci-dessous, l'adhésion apporte une contribution unique grâce à son sixième « R » : repenser l'économie en tant qu'économie des soins, ce qui trace une vision transformatrice.

un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques, y compris en matière d'allocation des ressources.

6. Recadrement de l'économie en tant qu'économie des soins implique de réaliser des progrès significatifs par rapport aux cinq autres « R », ce qui améliorerait considérablement nos systèmes actuels et, par conséquent, les conditions de vie matérielles de ceux qui prodiguent et reçoivent des soins. Pourtant, les soins ne peuvent pas simplement se greffer sur un modèle économique organisé autour d'une croissance infinie, de l'extraction et du profit. Cette reconfiguration exige également de faire face à des crises interdépendantes, notamment par l'annulation des dettes et la mise en place de systèmes fiscaux progressifs, éléments fondamentaux pour garantir un maximum de ressources disponibles pour les droits humains, la prestation publique de soins et une action climatique transformatrice en matière de genre. L'objectif final est de s'attaquer aux causes structurelles de l'injustice par des transformations systémiques qui rendent possibles des économies régénératrices centrées sur le soin des personnes et de la planète.

Comme le dit **Mae Buenaventura, du Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement (APMDD)**, « le travail visant à construire une société véritablement centrée sur la bienveillance revient aussi à transformer la société, à changer le système ». Il s'agit d'une manière différente d'être, de penser et de ressentir. Repenser l'économie implique la solidarité, l'interdépendance, la collectivité et le bien commun, plutôt que l'intérêt personnel, l'individualisme, la concurrence et la privatisation. Il s'agit d'une vision axée sur la transformation, plutôt que sur une simple réforme, qui remet en cause les structures de pouvoir qui maintiennent un statu quo si profondément ancré. C'est pourquoi les membres considèrent que le travail de refonte de l'économie, pour en faire une économie centrée sur le soin, est un acte fondamentalement politique.

Il existe manifestement un chevauchement important entre les 6R, et le cadre qu'elles fournissent ne doit pas être interprété comme un parcours normatif ou linéaire d'un « R » à l'autre. Dans la pratique, les membres élaborent des stratégies adaptées à leurs contextes particuliers — manifestations spécifiques de défis systémiques et d'opportunités politiques — qui abordent différentes dimensions des soins et des combinaisons des « R », souvent de manière parallèle. Par exemple, certaines membres s'efforcent de faire progresser différents volets des cinq premières « R » grâce à des cadres réglementaires et normatifs solides qui peuvent être utilisés pour faire pression sur les États et d'autres acteurs en faveur de politiques globales de soins et d'infrastructures, ainsi que d'un financement progressif et durable. D'autres construisent des économies solidaires informelles qui existent en grande partie « en dehors » du système.

Les sections suivantes **donnent vie au pacte social sur les soins**, en présentant des exemples concrets de la manière dont, au sein de divers mouvements et territoires, les membres et leurs communautés promeuvent des conceptions et des approches plurielles des soins qui ouvrent la voie à des alternatives transformatrices. Certaines de ces expériences existent depuis longtemps — par exemple, dans les communautés autochtones, tandis que d'autres sont nées de la nécessité

de répondre à des crises. En valorisant, en reliant et en créant des espaces d'apprentissage entre ces expériences, notamment à travers des initiatives telles que la [Recherche-Action Participative Féministe \(FPAR en anglais\) sur les économies centrées sur les soins](#) du Réseau-DESC, nous approfondissons la solidarité, clarifions nos points d'unité en tant que collectif et renforçons nos revendications communes pour imaginer et cultiver des économies régénératrices qui placent au centre les soins aux personnes et à la planète. **L'objectif n'est pas de parvenir à une définition unique ou universelle de la manière dont le cadre des 6R doit être mis en œuvre ou de ce qui constitue une « économie régénérative centrée sur les soins ». Ce qui émerge, c'est plutôt une riche mosaïque de ce que signifie le soin, de ce à quoi pourraient ressembler et de ce que pourraient faire ressentir des mondes centrés sur les soins, ainsi que des multiples chemins qui coexistent et s'entrecroisent pour y parvenir.**

Le soin comme droit social

Considéré comme un droit social, les soins sont essentiels à un niveau de vie suffisant, tel qu'il est garanti à tous par l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), et il est indissociable des autres droits et engagements qui y sont énoncés.

Comme le souligne **Claribed Palacios, présidente de l'Union des travailleuses afro-colombiennes du service domestique (UTRASD)**, « sans soins, il n'y a pas de justice sociale ; et sans justice sociale, il n'y a pas de droits humains. C'est pourquoi les États doivent s'approprier la question des soins en tant que droit et la reconnaître comme un pilier essentiel de la justice sociale et de l'égalité des sexes, en dépassant la vision qui, historiquement, a fait peser cette responsabilité presque exclusivement sur les femmes⁴. »

La décision historique de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH, [avis consultatif 31/25](#)) constitue une étape décisive dans la reconnaissance des soins en tant que droit social. À la suite d'une [intervention conjointe](#) de plus de 10 organisations de Réseau-DESC issues de différentes régions, la Cour a reconnu le droit aux soins comme un droit autonome, en particulier le droit de recevoir des soins de qualité, suffisants et adaptés ; le droit de prodiguer des soins dans des conditions dignes, qu'ils soient rémunérés ou non ; et le droit de prendre soin de soi pour garantir son bien-être.

Les membres explorent actuellement des stratégies innovantes pour tirer parti de cette décision, notamment par le biais d'actions de plaidoyer fondées sur les réalités vécues par les travailleur/euse-s du secteur des soins. Les décennies d'expérience et le leadership constant des syndicats de travailleuses domestiques⁵, ainsi que des organisations féministes, sont essentiels

⁴ Réseau-DESC, « [La Cour interaméricaine reconnaît les soins comme un droit humain : une victoire pour les mouvements féministes et de défense des droits humains](#) », 26 août 2025.

⁵ Parmi celles-ci figurent des organisations telles que l'Union nationale des travailleuses domestiques (NUDE) de Trinité-et-Tobago, le Syndicat national des travailleur-euse-s domestiques (SINACTRAHO) du Mexique et l'Union des travailleuses afro-colombiennes du secteur des services domestiques (UTRASD) de Colombie.

dans ce domaine. Leurs processus d'organisation montrent comment le travail de soins soutient des économies entières, tandis que les travailleur/euse-s — principalement des femmes issues de minorités ethniques et économiquement marginalisées — restent privés de droits et de protections, ce qui souligne l'urgence de faire progresser la reconnaissance des soins comme un droit humain.

Comme l'explique **Valentina Contreras, de l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels (GI-ESCR)**, « face aux mesures d'austérité croissantes adoptées par de nombreux pays, la reconnaissance du droit humain aux soins et les engagements liés à l'augmentation des investissements constituent un moyen important de faire avancer notre travail de plaidoyer ». Dans ce contexte, des instances régionales telles que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) — à travers son initiative visant à construire des « sociétés de soins » — sont devenues des plateformes importantes où de nombreuses membres font valoir leurs revendications et renforcent leur action de plaidoyer. À la suite de ce travail, l'Engagement de Tlatelolco, adopté lors de la 16e session de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (août 2025), propose une feuille de route politique vers une société de soins.

Le soin comme réparation face à la dette et à l'injustice climatique

Repenser l'économie dans le but ultime de développer des économies régénératrices axées sur les soins implique de s'attaquer à la polycrise dette-soins-climat. Les pertes et les dommages ne sont pas une perspective lointaine, mais une réalité de la crise climatique déjà bien présente, qui ne fera qu'accentuer les charges disproportionnées liées aux soins qui pèsent sur les femmes dans toute leur diversité. Même lorsqu'il existe une volonté politique de combler le déficit en infrastructures de soins ou de promouvoir des solutions climatiques menées par les peuples, les pays pris au piège de dettes illégitimes et insoutenables sont soumis à des conditionnalités et à des mesures d'austérité qui réduisent drastiquement les dépenses publiques, suppriment les protections du travail et les droits des travailleur/euse-s, augmentent les impôts régressifs et approfondissent la privatisation des services et des biens essentiels. Lorsque les dépenses consacrées aux services publics et aux soins sont réduites, alors que les prix d'autres produits de première nécessité augmentent, de nombreuses personnes — en particulier les femmes — sont contraintes de contracter des dettes personnelles insoutenables pour assurer le bien-être de leur famille. Les crises de la dette souveraine se transforment en crises de la dette personnelle. C'est un monde à l'envers.

« Il faut absolument mettre un terme à cette mise en gage de l'avenir. Cela implique notamment de résister à l'austérité budgétaire imposée par le Fonds Monétaire International, car celle-ci porte atteinte aux droits indispensables à la construction d'économies et de sociétés centrées sur la solidarité. » **Mae Buenaventura, Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement (APMDD)**

À l'inverse, les membres imaginent et construisent des avenir possibles, fondés sur la conviction que l'investissement dans les secteurs des soins est également un investissement dans les secteurs à faibles émissions de carbone. Les soins constituent donc un pilier fondamental des transitions justes et équitables qui s'éloignent d'une économie reposant sur les combustibles fossiles. La protection de l'environnement par les peuples autochtones, souvent menée par des femmes, offre des modèles clés pour l'action climatique. Des réparations qui reflètent la responsabilité coloniale historique et qui sont directement destinées aux communautés les plus touchées peuvent réparer les dommages et constituer un soutien essentiel aux solutions portées par la population. Un financement climatique sous forme de subventions et transformateur en matière de genre est essentiel pour mettre fin aux cercles vicieux de la dette qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les autres personnes opprimées en raison de leur genre.

En Tanzanie, Maria Matui, **d'Action des femmes pour le développement économique (WATED)**, une organisation partenaire de la FPAR au sein du Réseau-DESC, souligne comment l'augmentation de la dette extérieure, la réduction des fonds publics et l'aggravation des impacts climatiques — tels que les sécheresses, la dégradation des sols, les pénuries d'eau et les inondations dévastatrices — alourdissent le fardeau des tâches de soins dans les communautés vulnérables au changement climatique. Les femmes et les filles assument la double responsabilité de subvenir aux besoins des ménages et de préserver les écosystèmes. Leur travail de soins, rémunéré ou non — notamment l'agriculture durable, la collecte et la protection de l'eau, la préservation des semences et l'adoption des énergies renouvelables — assure la survie des communautés, bien qu'il reste largement invisible dans les systèmes économiques dominants. Les initiatives menées par des femmes, telles que le reboisement et le compostage, la production de combustibles durables et propres pour la cuisine, les coopératives visant à mobiliser des ressources et la garde collective des enfant-e-s, montrent comment les pratiques et les systèmes de soin communautaires renforcent déjà la résilience climatique et peuvent servir de modèle pour une action climatique à plus grande échelle, ancrée dans les savoirs intergénérationnels et autochtones. Cela souligne à quel point la propriété foncière des femmes ainsi que l'autodétermination et la souveraineté territoriale des peuples autochtones sont fondamentales pour la justice climatique. Des initiatives comme celles-ci constituent une base pour un financement climatique transformateur en matière de genre et pour les réparations, et, en fin de compte, pour des économies régénératrices qui valorisent la vie au-delà du remboursement de la dette. Comme le dit Maria, de WATED : « Si la dette est ce qui sape notre avenir, le soin est le moyen par lequel nous pouvons le reconquérir. »

Dans la région de l'Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord (SWANA en anglais), l'une des organisations partenaires de la FPAR⁶ s'organise autour du travail agricole des femmes en tant que forme de soin, soulignant leur rôle central dans la résilience économique et climatique. Les femmes rurales préservent les écosystèmes et les moyens de subsistance tout en favorisant la durabilité environnementale, mais elles continuent de se heurter à des obstacles en matière d'organisation, de protection sociale et de reconnaissance juridique. Renforcer la capacité des femmes à former

⁶ Le nom n'est pas divulgué pour des raisons de sécurité.

des syndicats et des coopératives est essentiel pour garantir leurs droits, élargir leur participation à la prise de décision et faciliter leur souveraineté alimentaire grâce à la propriété collective des moyens essentiels à la vie, tels que les semences, le bétail et la terre.

Le soin comme nourrissage et guérison du corps-territoire

Juana Toledo, du **Conseil des femmes lx Nab'il** au Guatemala, a expliqué comment les femmes autochtones de sa communauté conçoivent et vivent le soin comme un acte spirituel, politique et collectif qui unit le soin et la guérison du corps et de la terre, considérés comme des territoires indissociables. Le soin est ancrée dans la réciprocité et l'interdépendance — entre elles et avec le monde naturel, soutenant à la fois les personnes et le territoire. Dans la cosmovision maya, tout et tou-te-s sont connectés — ancêtres, animaux, esprits, plantes, forêts. Prendre soin du corps dépend de la protection de la terre, de l'eau et de la communauté... du maintien de la vie sous toutes ses formes en équilibre. Une rupture à n'importe quel niveau détruit cet équilibre. Il est essentiel de maintenir vivants la mémoire et le savoir ancestral. Cependant, tant le passé que le présent sont marqués par la violence, la colonisation, les conflits armés et l'extractivisme. Daniel Santi, du **Peuple Sarayaku** en Équateur, exprime cette même réalité : ni les États ni les entreprises — minières, forestières ou d'exploitation du bois — ne comprennent ce cycle d'équilibre, de vie et de soin. Dépourvus d'une compréhension spirituelle de ce que signifie être humain, leur conscience est ancrée dans la discrimination et l'extermination.

L'exploitation et les préjudices qui touchent de manière disproportionnée les corps des femmes dans toute leur diversité ont les mêmes racines systémiques que ceux infligés par les entreprises transnationales à la Terre Mère : le patriarcat, le capitalisme et le racisme, en tant que systèmes entremêlés d'oppression et de spoliation. Souvent, le lien est encore plus direct : ce sont les acteurs engagés par les entreprises minières ou leurs complices, par exemple, qui menacent, agressent ou tuent les femmes et les défenseuses de l'environnement. Le soin consiste en des pratiques et des espaces permettant de guérir les répercussions de cette violence : reconnaître les blessures physiques et émotionnelles au fil du temps et renforcer les liens entre les personnes et avec la terre.

C'est également la voie suivie par l'organisation partenaire de la FPAR, **l'Association des femmes de Porgera Red Wara (Rivière)**, une organisation de base dirigée par des femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée qui soutient les communautés autochtones touchées par des décennies d'atteintes à l'environnement et aux droits humains causées par la mine d'or de Porgera. Les femmes et leurs communautés ont développé des pratiques collectives de soin pour survivre et guérir de ces violations, y compris les abus sexuels. Mettre au centre à la fois leurs récits des préjudices subis et leurs solutions est essentiel pour faire progresser des formes de réparation et de justice réparatrice culturellement ancrées, fondées sur la guérison, la réconciliation spirituelle avec la terre et le rétablissement de l'harmonie sociale, et capables d'inspirer des cadres juridiques justes. Comme l'a exprimé Juana, de Conseil, guérir, c'est aussi lutter, avec la possibilité de

l'émancipation... « la douleur se transforme en une offrande pour les autres, une chanson devient un guide... car quand tu guéris, je guéris, et quand je guéris, tu guéris aussi ».

Le soin comme résistance et résilience

« Ici, le soin relève davantage de la survie et de la défiance. Chaque acte de soin — nourrir une famille, aider un voisin, maintenir l'apprentissage des enfant-e-s — est une manière de dire : nous sommes toujours là, nous restons connectés, et nous ne disparaîtrons pas. » **Aseel Tork, Centre Bisan pour la recherche et le développement (Palestine)**

Aseel décrit comment le soin est une forme de résistance et de résilience dans le contexte de la lutte palestinienne pour la libération et l'autodétermination. Partout dans le monde, des communautés sont confrontées à d'innombrables formes de violence et d'injustice, allant de l'agression liée au développement au génocide, avec pour constante l'abandon organisé. C'est précisément à cause de cette violence, et non malgré elle, que les femmes s'organisent en réseaux de solidarité, en groupes d'entraide, en coopératives, en groupes de protection communautaire, en centres de soins de santé et en autres collectifs afin de garantir leurs besoins et leurs droits fondamentaux. Ces alternatives centrées sur les soins naissent par nécessité, souvent en réponse à des crises, comblant les lacunes et soutenant la vie lorsque les systèmes formels échouent. La résistance n'est pas une fin en soi, mais un pont vers un changement transformateur.

Par exemple, face aux violentes agressions perpétrées par des acteurs étatiques et des entreprises à l'encontre du peuple afro-indigène garifuna, le mouvement social **Organisation fraternelle noire du Honduras (OFRANEH)** a favorisé la sécurité et la souveraineté alimentaires grâce à des initiatives menées par des femmes, telles que des cuisines communautaires et des réseaux de soin, le maintien collectif de l'agriculture de subsistance et la récupération des terres. Face aux conséquences catastrophiques de la pandémie de COVID-19, notre membre sud-africain **Abahlali baseMjondolo** — un mouvement regroupant plus de 180 000 habitants des cabanes — a renforcé un réseau de solidarité alimentaire alors que la faim s'intensifiait et que le taux de chômage atteignait des niveaux records, tout en faisant face à une répression croissante. En Argentine, une extrême droite renforcée a non seulement freiné des avancées clés en matière de programme de soins, mais a également fait reculer des acquis obtenus de haute lutte. Le gouvernement Milei a supprimé des ministères clés chargés des questions relatives aux femmes, au genre et à la diversité, ainsi qu'à l'environnement, et ses « réformes économiques » ont été qualifiées de « plan d'austérité à la tronçonneuse », caractérisé par des coupes drastiques dans les dépenses publiques et la suppression de subventions essentielles. Dans ce contexte de précarité, nos partenaires de l'initiative de la FPAR, le **Syndicat des travailleur-euse-s de la tannerie de la République d'Argentine (SOCRA)** et la coopérative de travailleuses « Delia Parodi », militent pour la reconnaissance du travail de soins communautaires en tant que travail. Plus précisément, elles soulignent comment les femmes et les personnes LGTBIQ+ de la coopérative agissent comme un réseau de soins communautaires, en fournissant des services de soins aux personnes âgées et de

garde d'enfant-e-s par le biais de « nœuds d'action territoriale ». Leur travail encourage la promotion de cadres juridiques garantissant des conditions de travail dignes, y compris la reconnaissance et la formalisation des fonctions de soins communautaires en tant qu'éléments essentiels au bien-être économique et social.

Pour en revenir à la Palestine, les travaux du **Centre Bisan pour la recherche et le développement** mettent en lumière la manière dont les femmes gèrent les soins et la survie économique en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, où la vie est marquée par des systèmes de contrôle qui transforment chaque communauté en une enclave isolée, tant sur le plan social que physique. Les postes de contrôle bloquent la circulation, les options de garde d'enfant-e-s sont rares et les protections sociales sont inexistantes. Dans ce contexte, les femmes mobilisent des économies informelles de soins fondées sur la solidarité pour mettre en commun et partager des ressources (engrais, semences, nourriture, espaces de cuisine), s'occuper des enfant-e-s et des personnes âgées, et se vendre mutuellement leurs produits sur les marchés. Avec la destruction des camps de réfugiés, les enfant-e-s n'ont plus accès à l'école ; c'est pourquoi un groupe de femmes déplacées a transformé des abris en écoles et en crèches. Au milieu de la destruction et de la fragmentation, garantir les droits et l'éducation des enfant-e-s est un acte politique. Enseigner aux jeunes générations l'histoire de leur peuple, leur patrimoine et leurs traditions ancestrales permet de maintenir vivante la culture et la mémoire. Un autre groupe de mères a créé des boîtes sensorielles à partager et à échanger lorsque leurs enfant-e-s autistes subissaient une régression due à la perte d'accès aux programmes proposés dans les écoles et les centres communautaires. Les femmes se réunissent pour échanger des idées, travailler ensemble et se soutenir mutuellement sur le plan émotionnel et économique, résistant ainsi à l'isolement et à l'occultation des besoins de leurs enfant-e-s. Il s'agit d'approches de soins fondées sur la ténacité, la coopération, la responsabilité mutuelle et la confiance. Pour Bisan, l'objectif de donner une plus grande visibilité à ces projets est d'influencer les politiques visant à améliorer la protection sociale, l'accès au marché et le soutien institutionnel aux activités économiques informelles menées par des femmes, en rendant visibles et en valorisant les actes quotidiens de travail de soins qui soutiennent la vie. Réaliser ces améliorations dans le contexte actuel constituerait un changement transformateur, jetant les bases pour franchir de nouvelles étapes vers des économies régénératrices centrées sur les soins en Palestine.

Un fil commun se dégage

À travers ces territoires et ces luttes étroitement liées, un fil conducteur se dessine : le soin n'est pas simplement un complément à l'économie axée sur le profit, ni une vertu privée confinée à la sphère domestique. C'est une force collective et politique qui soutient la vie au milieu de l'abandon, de l'exploitation et de la violence structurelle. Des femmes rurales qui cultivent des cultures résistantes à la sécheresse en Tanzanie, en passant par les femmes autochtones défenseuses qui soignent le corps-territoire au Guatemala et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, jusqu'aux mères palestiniennes qui transforment des refuges en écoles, ces pratiques font plus que combler les vides laissés par

l'État : elles préfigurent un horizon différent. Elles nous montrent que les économies peuvent s'organiser autour de la réciprocité plutôt que de l'exploitation, autour de la mémoire plutôt que de l'effacement, autour de la solidarité plutôt que du profit. En ce sens, le Pacte social sur les soins ne concerne pas seulement des réformes politiques, mais un engagement collectif à réorganiser nos sociétés autour de la dignité de la vie.

Tisser des écosystèmes du soin, c'est donc se forger un pouvoir en reliant les luttes à travers le monde — pour la justice en matière de dette, la justice climatique, la justice de genre, les droits du travail, la terre, l'autodétermination et la libération. C'est affirmer, dans la pratique, qu'un autre système n'est pas seulement nécessaire, mais qu'il se cultive déjà dans les actes quotidiens par lesquels les communautés se maintiennent en vie les unes les autres — et la planète. Cette mosaïque sera une œuvre en cours, qui grandira et évoluera à mesure que les membres et leurs communautés continueront de tracer de multiples chemins — qui coexistent et s'entrecroisent — vers des économies régénératrices centrées sur le soin des personnes et de la planète.

Rosa, de Red Chimpu en Bolivie, a clôturé notre webinaire « [Tisser des écosystèmes du soin](#) » (octobre 2025) en invitant les participants à adresser des messages de solidarité à la Palestine, tout en montrant son territoire à l'écran : le vent soufflant à travers les herbes et les arbres de cette terre dont elle prend soin et qui prend soin d'elle.

